

Expulsés de Cachan : leur combat est le nôtre.

La fédération CNL du Val de Marne est indignée de la façon dont les familles du squat de Cachan ont été évacuées puis chassées vendredi après-midi.

Hommes, femmes et enfants ont été bousculés et traités violemment. Le traumatisme pour les enfants, les femmes dont un certain nombre enceintes, est profond. Des hommes, des femmes, des enfants, des élus et des militants ont été blessés.

Voilà la réponse du gouvernement à un problème grave de logement qui perdure depuis trois ans et auquel les réponses de fond n'ont pas été apportées.

Messieurs Sarkozy et Borloo ont beau multiplier les déclarations de bonnes intentions, la crise du logement, les loyers chers, le manque de logements sociaux jette des milliers de familles à la rue et les réduit à la précarité, au squat.

Non ils n'ont pas fait leur devoir républicain !

C'est leur politique qui favorise la précarité, les loyers chers, qui réduit la construction sociale, les cadeaux fiscaux aux spéculateurs de tous poils, le fleurissement des profits immobiliers, le super développement des marchands de sommeil. C'est la même politique qui fait que chaque jour des familles sont expulsées de leur logement, que les incidents et incendies se multiplient comme à Roubaix et il y a un an à Paris.

C'en est assez !

La fédération CNL du Val de Marne s'associe pleinement au comité de soutien aux 1.000 de Cachan et appelle les Val de Marnais à manifester :

Mercredi 23 août
à 17 h 30
de la mairie de Cachan
à la sous-préfecture de l'Haÿ les Roses.

La réponse n'est pas une réponse aux demandes légitimes de logement.

Chacun dans notre pays doit pouvoir disposer d'un logement décent à des conditions acceptables, partout et sans discriminations.

Il est grand temps que la priorité revienne à la construction de logements sociaux. Il y a 47.000 demandes de logement en souffrance dans le Val de Marne alors que péniblement, seuls 2.000 logements sociaux ont été « financés » en 2005.

Un plan d'urgence devrait être mis en place avec la construction de 5.000 logements sociaux par an (120.000 pour la France).

Il faut stopper les expulsions locatives, suspendre le vidage des logements sociaux promis à la démolition et qui sont parfaitement viables.

Il faut réquisitionner les logements vides et loger rapidement des familles à la rue. Il faut mettre un terme à l'activité des marchands de sommeil.

Il faut créer un service public national du logement pour mettre en œuvre un véritable droit au logement pour tous et partout.